

# *\*L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen de Gilles Vergnon (2009)*

«L'«antifascisme» n'est rien, c'est un concept vide qui sert à couvrir les canailleries du stalinisme. C'est au nom de l'«antifascisme» qu'on a organisé la collaboration de classes avec les radicaux. Beaucoup de nos camarades désiraient apporter au front populaire, c'est-à-dire à la collaboration de classes, un soutien positif du genre de celui que nous nous sommes par exemple disposés à accorder au front unique, c'est-à-dire à la séparation du prolétariat d'avec les autres classes.»

Léon Trotski, lettre à H. Sneevliet, 17 janvier 1936

Décortiquer un siècle d'antifascisme dans un seul livre, même au niveau d'un pays, n'est pas une tâche aisée. D'autant plus qu'il faut à la fois s'intéresser à l'évolution de cette idéologie multiforme mais aussi étudier les multiples formes concrètes qu'il a prises. L'auteur a pris le parti de privilégier l'étude **idéologique** de l'antifascisme à travers les déclarations et communiqués officiels, les débats internes, les articles de la presse de gauche et d'extrême gauche et les mémoires de militants, en précisant à chaque fois le contexte politique et les choix des organisations et des réseaux qui ont eu recours (à plus ou moins forte dose) à la thématique de l'antifascisme : PCF, SFIO/PS, «Jeunes Turcs» du Parti radical-socialiste, Association républicaine des anciens combattants, LICP, FNCR<sup>1</sup>, Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, Ligue des droits de l'homme<sup>2</sup>, Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, SOS Racisme<sup>3</sup>, Ras l'Front, Scalp, Grand Orient, catholiques de gauche, syndicats ouvriers, enseignants et étudiants. Il est dommage que Vergnon n'ait pas analysé davantage les activités antifascistes concrètes des différents partis, mouvements ou groupes concernés – tâche de toute façon impossible dans un ouvrage de 210 pages.

Le résultat global est utile, d'autant plus qu'il n'existe pas d'étude exhaustive de l'antifascisme en France. Pour l'auteur, «l'antifascisme est un phénomène de longue durée, riche d'usages multiples, et toujours constitutif des identités politiques de gauche et surtout d'extrême gauche, dans ses composantes libertaires et trotskistes». Malheureusement, Vergnon n'adopte aucun point de vue critique par rapport au nationalisme et au républicanisme bourgeois français. Bien au contraire, il semble apprécier leur version «jaurésienne».

Or, comme l'écrit Trotski, dans un portrait tout en nuances de Jean Jaurès : «**Le socialisme n'était pas pour lui l'expression théorique de la lutte des classes du prolétariat. Au contraire, le prolétariat restait à ses yeux une force historique au service du droit, de la liberté et de l'humanité. (...) Avec une passion idéologique sincère, Jaurès combattit le danger de la guerre européenne. (...) La guerre mondiale devait mettre Jaurès face à face avec des questions qui divisèrent le socialisme européen en deux camps ennemis. Quelle position eut-il occupé ? Indubitablement, la position patriotique. (...) Mais (...) nous avons entièrement le droit de croire qu'au moment de la révolution future, le grand tribun eût déterminé, choisi sans erreur sa place et développé ses forces jusqu'au bout<sup>4</sup>.**» (Les deux phrases soulignées en gras l'ont été par nos soins.)

---

<sup>1</sup> LICP : Ligue internationale des combattants de la paix (10.000 membres), créée en 1931 par Victor Méric ; FNCR : Fédération nationale des combattants républicains, fondée en 1922

<sup>2</sup> En 1938 la LDH compte 170 000 adhérents, ce qui n'est pas négligeable à côté des effectifs du PCF (320 000) et de la SFIO (250 000).

<sup>3</sup> L'auteur considère que SOS Racisme n'était pas une association antifasciste à proprement parler, mais on peut cependant l'inclure dans cette mouvance, ne serait-ce que parce qu'une partie de ses dirigeants – trotskistes ou socialistes – partageaient cette culture et se sont opposés au FN où les éléments néofascistes n'ont jamais été quantité négligeable, même s'il s'agit – pour le moment – d'un mouvement national-populiste plutôt que fasciste. Cf. «Du Front national et de sa démagogie "sociale": FN et travailleurs. Clichés sur le FN. Antifascisme et FN» (2016) et «Comment le Front national contrôle "ses" territoires et "ses" administrés» (2017). Cf. les sites mondialisme.org et npnf.eu., et la revue *Ni patrie ni frontières*.

<sup>4</sup> <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1915/07/19150717.htm>.

Le «jaurésisme» (pour lequel Vergnon a les yeux de Chimène) repose sur un illusoire «*mariage entre la République et le socialisme*» qui consisterait à «*délivrer l'Etat de la tutelle du grand capital*<sup>5</sup>» – objectif encore plus chimérique que le premier – et à crier successivement «*Vive la nation !*» puis «*Vive la révolution !*», comme Léon Blum le préconisait dans un discours prononcé le 14 juillet 1935. Cela amène notre historien jaurésien à se montrer particulièrement indulgent vis-à-vis de l'utilisation de ces trois mythes (la Nation, la République, la Démocratie) dans le maintien de l'ordre social en France depuis plus d'un siècle. Une telle prise de position limite la profondeur politique de ses analyses.

Qu'il s'agisse du Front populaire, de la seconde guerre impérialiste mondiale, de la Résistance, Vergnon nous présente toujours les positions des révolutionnaires comme celles d'illuminés ou de sectaires. C'est sans doute un trait commun à de nombreux historiens que de considérer la lutte pour la Révolution sociale comme un phénomène si éloigné «*des aspirations et des valeurs de la société française qu'elle n'attire que des éléments minoritaires voire marginaux : jeunes tentés par des attitudes extrémistes, artistes à la recherche d'un non-conformisme radical, révolutionnaires déçus, hommes que la guerre a conduits au nihilisme et qui l'expriment en adhérant à un parti qui est le négatif de toutes les valeurs admises, ouvriers sans qualification*<sup>6</sup>». Ce catalogue de traits négatifs nous est certes offert par Serge Berstein à propos du PCF, mais l'opinion de Gilles Vergnon n'est certainement pas différente de celle de son confrère en ce qui concerne les antifascistes les plus radicaux.

Pour Vergnon, l'antifascisme avant 1945 reposait sur trois piliers fondamentaux :

- la «*défense du mouvement ouvrier et de la République*»,
- «*l'unité des forces de gauche*»,
- et la «*lutte pour la paix*».

Ces trois objectifs n'ont rien de révolutionnaire et sont même essentiels au fonctionnement d'une démocratie bourgeoise digne de ce nom, reposant sur le principe de l'alternance au pouvoir des «grands partis républicains» de gauche et de droite, sur une politique extérieure non agressive (on peut toujours rêver !) et sur des syndicats collaborant activement à la paix sociale en échange de quelques miettes.

Après la seconde guerre mondiale, à partir du milieu des années 1950, notamment face au mouvement Poujade puis à l'OAS, d'autres éléments viendront s'ajouter à la définition du fascisme, élargissant ainsi contenu de plus en plus. Le fascisme est d'abord présenté comme indissociable du racisme et de l'antisémitisme (mais, en ce qui concerne ce dernier, pour une brève période<sup>7</sup>).

#### \* LA LUTTE CONTRE L'ANTISEMITISME EST LE PARENT PAUVRE DE L'ANTIFASCISME.

Vergnon ne souligne pas assez que l'antisémitisme n'était pas considéré comme un trait essentiel du fascisme, par la gauche et l'extrême gauche, avant la Seconde guerre mondiale. Il était surtout présenté comme un «produit d'importation germanique»... malgré l'Affaire Dreyfus et le succès du livre de Drumont *La France juive*. Il ne le fut pas davantage pour les mouvements de résistance de gauche et les groupes révolutionnaires dans les années 1939-1945, ni pour les partis de gauche et de droite dans l'immédiat après-guerre ni même, après la Libération, pour le CRIF, créé en 1944 mais qui est le successeur du Comité général de défense juive, organisation clandestine créée en juillet 1943. Le judéocide n'a pris une place importante à gauche qu'à partir de la fin des années 1950, voire au début des années 1960. Les guerres successives (1948, 1956, 1967, 1978-1982, 2006) d'Israël avec ses voisins immédiats (Jordanie, Egypte, Liban, Syrie), l'expansion permanente des frontières de cet Etat, et le traitement colonial des Palestiniens au sein même d'Israël ont rapidement fait disparaître, à partir de 1967, la conscience de la centralité de l'antisémitisme au sein du dispositif fasciste ou nazi. C'est aujourd'hui la dénonciation de «l'islamophobie» qui tient la première place chez les antifascistes, **fléau pourtant beaucoup moins meurtrier** en France que l'antisémitisme, comme en témoignent, depuis 2006, les meurtres d'Ilan Halimi, Jonathan Sandler et ses deux enfants Gabriel et Arie (3 et 5 ans), Myriam Monsénego (7 ans), Philip Braham, Yohan Cohen, Yoav Hattab, François-Michel Saada et Sarah Halimi, tous tués parce que Juifs. Qu'il s'agisse des assassinats antisémites de Bagneux, Toulouse, Vincennes ou Paris, les antifascistes se sont presque tous distingués par leur **silence gêné** sur ces meurtres motivés par la haine des Juifs.

<sup>5</sup> On retrouvera ce thème réformiste tout au long de l'histoire du PCF, qu'il s'agisse de se polariser sur les «deux cents familles» dans les années 1930, sur les «grands monopoles» dans les années 1960 ou aujourd'hui sur les méfaits de «la Finance» et de la «Bourse» comme si le capitalisme pouvait se réduire à la domination des «1%» (thème commun à tous les mouvements altercapitalistes actuels : altermondialistes, écologistes, Occupy, Indignés et Nuits debout).

<sup>6</sup> Serge Berstein, «L'affrontement simulé des années 1930», *Vingtième Siècle*, 1985, n° 5, [http://www.persee.fr/doc/xss\\_0294-1759\\_1985\\_num\\_5\\_1\\_1114](http://www.persee.fr/doc/xss_0294-1759_1985_num_5_1_1114).)

Le contenu de l'antifascisme s'amplifie avec la guerre d'Algérie et la création de l'OAS la dénonciation du colonialisme s'ajoutera au répertoire antifasciste ; et plus récemment, les antifascistes d'extrême gauche ou anarchistes incluront le patriarcat, le sexisme, l'homophobie, le racisme antimusulmans (ce qu'ils appellent à tort l'islamophobie<sup>8</sup>) comme des éléments indissociables du fascisme. Au terme de cette évolution conceptuelle, on peut se demander si ce concept (et donc aussi celui d'antifascisme) a encore un sens ; ou s'il relève de la «démonologie», comme le prétend Pierre-André Taguieff, sociologue de la gauche républicaine xénophobe<sup>9</sup>.

Plus précisément, Vergnon divise l'histoire de l'antifascisme français en cinq étapes chronologiques :

**a) le «premier antifascisme (1922-1928)»**

Du côté social-démocrate, la SFIO et les intellectuels de gauche ne croient pas que le fascisme italien puisse s'exporter en France, ce pays étant plutôt susceptible, selon eux, d'être menacé par des résurgences du boulangisme et du bonapartisme que par ce nouveau phénomène né de l'autre côté des Alpes.

Les communistes, par contre, sont plus sensibles au danger d'expansion internationale du fascisme avant 1928, mais cette prescience est gâchée, durant ce que Vergnon appelle «*le second antifascisme communiste (1928-1934)*» par la pseudo-théorie du «social-fascisme», pour laquelle la social-démocratie serait «l'aile gauche du fascisme». Cette position amena le KPD à considérer le SPD comme étant un parti plus dangereux que Hitler.

**b) «le second antifascisme communiste (1928-1934)»**

En France, cette ligne politique incita le PCF à venir «porter la contradiction» dans les réunions socialistes, donc à affronter physiquement les militants de la SFIO, instaurant ainsi une sinistre et longue tradition de violence au sein du mouvement ouvrier.

Il faut se souvenir qu'à l'époque le PCF souhaitait recruter dans les terres socialistes parce que la SFIO était encore une organisation disposant d'une solide implantation ouvrière et syndicale, même si sa politique était de fait pro-capitaliste.

Comme l'écrit Ernst Rayner, dans les années 1920 et 1930, «*Le PS manœuvre sur une ligne du juste milieu ; accordant ou refusant son soutien à d'éphémères coalitions gouvernementales. Souvarine décrit le parti comme divisé entre réformistes sans réformes et révolutionnaires sans révolution. L'appareil du parti est assez robuste pour tolérer une aile gauche qui apporte une vie – ô combien nécessaire – à la vieille organisation. La plupart du temps, le PS vote contre les crédits militaires, mais personne ne doute de l'empressement de ce parti à remplir, comme en 1914, ses obligations patriotiques quand on le lui demande*<sup>10</sup>.»

Cette tendance à assimiler des adversaires politiques de gauche à des «fascistes» ouvrit une tradition qui se perpétue encore aujourd'hui sous d'autres étiquettes : «*néoconservateur, sioniste, islamophobe, raciste*» sont des épithètes couramment utilisées à l'extrême gauche et dans les milieux libertaires sans la moindre preuve ou démonstration rationnelle. Destinées à discréditer toute personne de gauche, d'extrême gauche ou anarchiste qui ne partage pas ses propres positions, elles perpétuent, en le renouvelant, l'usage de l'épithète «social-fasciste» léniniste et stalinienne, et visent évidemment à empêcher toute discussion et toute remise en cause des dogmes en cours dans ces milieux.

---

<sup>8</sup> Cf. la Compil' n° 2 de *Ni patrie ni frontières* (2008) *Islam, islamisme, «islamophobie»* ; «Dix questions aux “libertaires” sur l’“islamophobie” et le racisme» ; «Racisme antimusulmans et antisémitisme en Europe depuis 1945» ; «Les ambiguïtés de la thèse de “l’islamophobie”» ; «“Islamophobie” ? Mythes et réalités. A propos des arguments d’un obscurantiste “radical”» et les textes des militantes communistes iraniennes et irakiennes sur ce sujet. On remarquera que si le mot d'islamophobie n'était pas employé à gauche et à l'extrême gauche en février 1972, un slogan de la Gauche prolétarienne lui ouvrait déjà la voie : «*Hier les juifs, aujourd'hui les Arabes*».

<sup>9</sup> Cf. *Du diable en politique. Réflexions sur l'antilepénisme ordinaire*, CNRS Editions, 2014.

<sup>10</sup> «Les internationalistes du “troisième camp” en France pendant la seconde guerre mondiale», *Cahiers Léon Trotski*, n° 39, septembre 1989.

<https://bibliothequedumarxisme.files.wordpress.com/2017/10/les-internationalistes-du-3eme-lanneret-pierre.pdf>.

**c) L'antifascisme né de la «grande peur des républicains» face à la manifestation des Ligues d'extrême droite<sup>11</sup> du 6 février 1934, couronné par le Front populaire (1936-1939) et poursuivi par la Résistance (1941-1945).**

Selon Vergnon, cet antifascisme a d'abord prospéré dans les milieux sociaux-démocrates et démocrates bourgeois (type Ligue des droits de l'homme). Ce qu'il appelle «l'antifascisme historique» est fondé sur le peuple (beaucoup plus que sur la classe ouvrière), la République, la nation, la défense des libertés et la défense de la paix.

Pour Vergnon, «*Cet antifascisme ne peut être qualifié d'“invention communiste”<sup>12</sup> ni accolé directement directement au PCF. Il se développe en effet sur des bases qui sont alors antithétiques à l'orientation suivie par le PCF (...). Il est aussi porté par un milieu militant qui recoupe essentiellement la “nébuleuse socialiste”, un ensemble qui associe la SFIO, la Ligue des droits de l'homme et des organisations syndicales (SNI, CGT<sup>13</sup>) ou monothématiques (LICP FNCR, etc) (...). C'est la seconde phase de la dynamique antifasciste, à compter de la deuxième moitié de 1934 qui fait du PCF un grand parti à gauche, qui martèle le discours antifasciste, avant qu'il ne devienne, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et pour plus de 30 ans le plus grand parti des gauches en France.*»

Vergnon considère que la direction du PCF (dont Thorez) n'appréciait guère la ligne «classe contre classe» de l'Internationale communiste. Mais, pour expliquer le revirement du PCF, d'autres historiens mettent surtout en avant le fait que la Troisième Internationale changea de stratégie et que l'URSS misa sur un accord avec les démocraties impérialistes. Les deux explications se complètent et ne sont pas contradictoires.

Comme l'explique Ernst Rayner, «*Le signal décisif de changement viendra de Moscou. En dépit des rodomontades du Comintern, la puissance de Hitler s'accroît et Staline s'aperçoit du danger qu'elle représente pour l'URSS. Il en revient à l'ancienne stratégie tsariste: une alliance avec la France, susceptible d'obliger l'Allemagne à combattre sur deux fronts à la fois. Le Comintern abandonne sa tactique “classe contre classe” et lance un puissant mouvement antifasciste. Mais auparavant le PC français doit briser son isolement. En mai 1934, la Pravda évoque en termes favorables une alliance socialo-communiste contre le fascisme. Le PC comprend à demi-mot et défend cette idée. En juin, PS et PC signent un pacte d'unité d'action et le PC fait même allusion à la possibilité d'une fusion. “Social-traître” hier encore, le naïf Léon Blum est stupéfait de ce retournement et de cet étalage de bonnes intentions, mais il n'est pas au bout de sa surprise. En octobre, c'est le Parti radical que les staliniens cherchent à séduire et Thorez prépare le terrain du futur Front populaire. C'est une autre démarche de Moscou qui va accélérer le processus.*

*En mars 1935, la France et la Russie signent un traité d'alliance défensive. Il ne conduira pas à une collaboration militaire et sera de plus en plus attaqué par la plus grande partie de la classe dirigeante française qui préférerait un accord avec Hitler et Mussolini. Pour que ce traité ait une signification pour les deux partis, il faut que la classe ouvrière donne son adhésion à une politique de défense nationale, et c'est Staline qui se charge de l'obtenir. On fait paraître un communiqué : “Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France pour maintenir ses forces armées au niveau requis par sa sécurité.”*

*Le PC se conforme immédiatement à cette nouvelle position et la révélation toute neuve de son patriotisme scelle l'alliance avec le Parti radical. Le Front populaire (PS, PC, Parti radical et les syndicats) est né. Grâce à la bonne volonté inépuisable des staliniens, le programme est du goût des radicaux, car il comporte (...) peu de revendications précises. Il promet de raccourcir la durée de la semaine de travail sans diminution de salaire, ainsi que diverses mesures faisant espérer à la classe ouvrière le rétablissement de son pouvoir d'achat. L'industrie de guerre sera nationalisée et la Banque de France réformée. L'économie sera stimulée et rendue plus équitable par une fiscalité adaptée. Naturellement, le Front populaire veut “la paix avec la sécurité”. Les besoins des minorités (femmes, peuples coloniaux) sont oubliés<sup>14</sup>.»*

Dans cette période, la gauche réformiste et stalinienne réalise son unité sur trois points :

<sup>11</sup> De nombreux militants du PCF participèrent aussi à cette manifestation sous la bannière de l'Association républicaine des anciens combattants.

<sup>12</sup> C'est notamment la thèse de l'historienne Annie Kriegel et du sociologue Pierre-André Taguieff, pour ne citer qu'eux.

<sup>13</sup> Le SNI, Syndicat national des instituteurs (80 000 adhérents) fut créé en 1920. Sous influence socialiste et syndicaliste révolutionnaire au moins jusqu'en 1935, il resta critique par rapport au PCF et à l'URSS ; sous influence socialiste, la CGT (491 000 adhérents) était alors séparée de la CGTU (264 000 adhérents).

<sup>14</sup> Ernst Rayner, *op. cit.*

- la défense nationale (le PCF abandonne définitivement son antimilitarisme – pourtant assez symbolique – et vote les budgets militaires sans barguigner) ;
- la défense des traditions jacobines et républicaines (de la glorification de Valmy à celle de Robespierre)
- et une dénonciation virulente des groupes «factieux», «fascisants» ou fascistes : Cagoule, Croix de feu, Action française, PSF, francistes, etc.

Comme le dit le stalinien Gabriel Péri, *«Le Front populaire c'est l'ordre, l'ordre dans le respect des libertés ouvrières et démocratiques, l'ordre qui exclut la dictature des bandes armées du capital financier.»* Avec un tel programme, les frontières de la lutte de classe sont très clairement définies.

Cet antifascisme commun à toute la gauche perdure grosso modo durant la Seconde Guerre mondiale. On doit mettre entre parenthèses les deux années du Pacte germano-soviétique (1939-1941), durant lesquelles le PCF fit taire son antifascisme.

Il faut également signaler les fractures apparues **avant 1939** dans le camp antifasciste entre les «pacifistes révolutionnaires», les «pacifistes» intégraux – ou pas – (favorables aux accords de Munich ou en tout cas à toute mesure permettant d'éviter la guerre avec l'Allemagne), et les «bellicistes», antimunichois, partisans d'augmenter le budget militaire et de s'appuyer sur des accords militaires avec le Royaume uni et les Etats-Unis, voire avec l'URSS. Ces fractures et ce pacifisme paralyseront beaucoup de militants de gauche au lendemain du déclenchement de la guerre mondiale, les incitant à la passivité, voire pire.

L'antifascisme se perpétua dans la Résistance, sous une forme certes édulcorée certes, puisque de Gaulle regroupa sous sa houlette des courants ayant des orientations politiques très différentes, des monarchistes ou des nationalistes de droite anti-allemands aux communistes antinazis. De fait, plus qu'un mouvement antifasciste, la Résistance incarnait une nouvelle «Union sacrée» avec la bourgeoisie pour défendre la patrie contre Hitler... mais aussi, quelque part, au service de l'URSS et de sa classe dominante. Et cela convenait non seulement au PCF mais aussi à de nombreux militants de gauche et d'extrême gauche (notamment trotskistes) qui se fixèrent pour priorité la lutte armée contre les nazis et l'Etat vichyste, repoussant dans un avenir très lointain la lutte pour le socialisme et la Révolution sociale<sup>15</sup>. La dimension antifasciste de la Résistance prit de l'ampleur à la Libération, dans la mesure où le PCF se présenta (faussement<sup>16</sup>) comme le «parti des 75 000 fusillés», et où cet antifascisme fut instrumentalisé par l'Union soviétique et ses partis satellites, puis dans les démocraties populaires et servit à justifier l'existence de la RDA stalinienne.

#### d) Le troisième cycle antifasciste 1945-1962<sup>17</sup>

Comme le constate Vergnon, *«l'antifascisme se pérennise sous la IV<sup>e</sup> République, sous la forme d'un registre de mobilisation et de discours régulièrement activé : la naissance et le développement rapide du RPF (1947-1951), la flambée poujadiste de 1956, le retour au pouvoir du général de Gaulle (1958), la lutte contre les "ultras" puis contre l'OAS (1960-1962) en fournissent les occasions successives».*

S'il baisse progressivement d'intensité dans les années 1950, l'antifascisme connaît un regain de ferveur contre le mouvement des petits commerçants et artisans dirigé par le démagogue d'extrême droite Pierre Poujade (mouvement soutenu par le PCF jusqu'à ce que «Poujadolf» en exclue les staliniens !). Il faiblit de nouveau avant de se développer contre l'OAS (Organisation Armée secrète), durant la dernière phase de la guerre d'Algérie (1960-1962). Avec la dénonciation de l'OAS et le soutien au FLN algérien apparaît (ou plutôt se développe) une nouvelle composante de l'antifascisme, l'anticolonialisme (et plus tard l'antisionisme) qui prendra de plus en plus de place dans la propagande antifasciste.

A l'extrême gauche, une fraction des étudiants, comme ceux du Front universitaire antifasciste créé en 1961, soutiendra l'indépendance de l'Algérie et combattra en même temps, dans la rue et dans les facs, les partisans de son maintien dans l'Empire (Jeune Nation et Occident, par exemple). Cette génération d'étudiants antifascistes se trouvera en première ligne dans les groupes trotskistes (JCR puis Ligue communiste) et maoïstes (UJCml, PCMLF, PCR) qui transmettent donc leur version spécifique de l'antifascisme aux générations suivantes.

#### e) De l'antifascisme traditionnel (1962-1980) au «néo-antifascisme<sup>18</sup>» actuel (1980 à nos jours)

Comme le souligne Vernon, les années 1970 voient la disparition d'un certain nombre de régimes européens qualifiés de «fascistes» : Grèce, Espagne et Portugal. De plus, l'extrême droite n'a qu'un poids électoral insignifiant, de 1969 à 1981. Le vieil antifascisme républicain recule, et le «néo-antifascisme» intègre l'antiracisme comme un de ses éléments principaux, ce qui n'était pas le cas auparavant, selon l'auteur. En même temps, l'extrême gauche réactive le danger d'une «fascisation» ou la «vichysation» de

<sup>15</sup> Cf. Pierre Lanneret, *Les internationalistes du troisième camp durant la seconde guerre mondiale*, Acratie, 1995.

<sup>16</sup> Il y eut en tout 4520 fusillés dont 80 à 90 % de communistes.

<sup>17</sup> L'Algérie devient indépendante de la France le 3 juillet 1962.

<sup>18</sup> Ce concept de Pierre-André Taguieff est repris par Vergnon.

l'Etat, de «vichysme larvé» ou de «néo-pétainisme», hypothèses qui se répandent chez les intellectuels de gauche mais aussi chez les militants maoïstes qui n'hésitent pas à organiser des meetings avec des gaullistes de gauche<sup>19</sup>.

**\* QUELQUES DECLARATIONS SIGNIFICATIVES**

Ces quelques citations permettront de comprendre que les accusations de «vichysme mou» portée contre la Cinquième République et qui donneront plus tard des slogans comme «Sarkozy = Vichy II<sup>20</sup>» ont une longue histoire dans les cercles gauchistes et même libertaires :

**André Glucksman (Gauche prolétarienne)** : le fascisme «ne signifie plus la prise de la France par des groupes d'extrême droite, mais la prise de la France par le ministère de l'Intérieur».

**PCMLF** : la «fascisation en France» est définie comme «la préparation du recours au fascisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise» ;

**Jean-Marie Brohm (minoritaire dans la Ligue communiste)** dans un livre publié par son organisation et intitulé *Le gaullisme et après. Etat fort et fascisation*, pense que le fascisme fonctionne «comme un processus interne qui vient d'en haut» et gangrène le gouvernement et la police dans laquelle il constate un «esprit raciste et Gestapo». Dans l'opinion, «le racisme a pris une dimension considérable et constitue le fer de lance d'une assise populaire du fascisme constitué», ce qui risque d'aboutir à une «fusion des fascisations»

**Ligue communiste** (1971), à propos de Georges Pompidou : «*Ordre, travail, famille, patrie : le discours du chef de l'Etat exhale une odeur de pétainisme*». La Ligue craint une «*transformation progressive de la France en un vaste camp d'internement, rêve de plus en plus avoué de son ministre de l'Intérieur*». (A l'époque, Raymond Marcellin est à ce poste depuis 1968 et il fait partie de ces «vichysso-résistants», c'est-à-dire de ces politiciens qui, comme François Mitterrand, ménagent leur avenir sous l'Occupation en mangeant à tous les râteliers.)

Ces analyses qui tentent à toute force de déceler des passerelles automatiques entre la démocratie bourgeoise et les formes prises par le fascisme et le nazisme historiques, voire qui prétendent que la démocratie occidentale mène à une forme de totalitarisme<sup>21</sup>, sont toujours prégnantes aujourd'hui sous une forme ou une autre, comme on a pu le voir sous la présidence Sarkozy; dans les comparaisons permanentes entre les rafles des Juifs sous l'Occupation et celles des sans-papiers aujourd'hui ; dans toutes sortes d'articles parus dans la presse libertaire à propos des mesures pour lutter contre le terrorisme djihadiste, etc.

La confusion semée par le vieil antifascisme républicain est sortie de son giron stalinien, social-démocrate et radical-socialiste pour maintenant atteindre les milieux anarchistes, dont l'anti-étatisme les amène à penser que tout Etat est fasciste et totalitaire en puissance. Ce qui n'est pas faux, mais ne permet pas de définir des stratégies différenciées selon les situations concrètes.

Pour Vergnon, la manifestation contre l'attentat de la rue Copernic, en octobre 1980, marque la «*clôture du registre de l'antifascisme traditionnel et l'avènement au grand jour d'un nouvel antifascisme, déployé autour de l'antiracisme (ici l'antisémitisme) et mobilisant sans cesse la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. (...) ; le néo-antifascisme est au moins tendanciellement, consensuel, voire unanimiste, et peut impliquer des représentants des droites (...) ; faute de cet ancrage républicain (...), il n'est porteur d'aucun projet politique*».

L'auteur décrit ensuite les différentes tentatives de la gauche de contrer l'influence électorale et idéologique du Front national, et ce n'est que dans les toutes dernières pages de son livre qu'il évoque

<sup>19</sup> La tradition philo-gaulliste à gauche se perpétue encore aujourd'hui, cf. «Le temps des bouffons gaullo-gauchistes» (2008), <http://mondialisme.org/spip.php?article1218> . *Ni patrie ni frontières* n° 25/26.

<sup>20</sup> Cf. à ce sujet le débat avec plusieurs lecteurs sur cette comparaison et ce qu'elle implique : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1195> . *Ni patrie ni frontières* n° 25/26.

<sup>21</sup> «En temps de crise» bien sûr, mais pour les gauchistes, surtout en France où la conflictualité sociale est plus élevée que dans d'autres pays européens, nous sommes presque toujours à la veille de la grève générale (insurrectionnelle peut-être pas... mais on ne sait jamais), car ils ont toujours été incapables de déceler les périodes longues de reflux dans l'histoire des luttes de classe, et même de fonder leurs analyses sur des données statistiques et économiques solides. Cf. «De quelques clichés gauchistes sur les crises», *Polémiques et antidotes*, compil' n° 6 de *Ni patrie ni frontières*, 2011. Et à propos de L'insurrection qui vient, *Ni patrie ni frontières* n° 27/28/29.

brièvement la création des Scalp (Sections carrément anti-Le Pen) en 1984 et du Réseau No pasaran et de la revue REFLEXes<sup>22</sup> en 1983 (plutôt libertaires), puis de Ras l'front en 1990 (proche de la LCR).

Il distingue alors «*l'anti-lepénisme du Manifeste contre le Front national*<sup>23</sup>, *l'antifascisme radical des libertaires et le "néo-antifascisme" unitaire de Ras l'Front*» mais ne s'appesantit pas sur l'antifascisme radical.

#### \* **Le grand absent : l'antifascisme radical**

Vergnon ne s'est visiblement pas du tout intéressé au développement international de ce courant qui existait quand même depuis vingt ans au moment de l'écriture de son livre. Il ne mentionne ni :

- les antifas allemands apparus en Allemagne **à la fin des années 80** dans les mouvements des squatters et les groupes dits autonomes et qui ont eu une certaine influence en France dans les milieux libertaires ;
- ni les antifas britanniques, notamment l'Antinazi League (créée en **1977**) et l'Anti Fascist Action (créée en **1985**), bien que des militants trotskistes français aient toujours été en contact avec le SWP, principal animateur, de l'ANL ;
- ni les antifas, américains, italiens, suédois, espagnols, grecs, norvégiens, russes, etc.

Ces «antifascistes radicaux» ont promu un militantisme présent sur tous les terrains : féminisme ; homophobie ; transphobie ; écologie ; racisme antimusulmans ; solidarité avec les réfugiés et plus généralement avec tous les migrants (fussent-ils «économiques») ; mesures «sécuritaires» prises par les Etats (du passeport électronique à la vidéosurveillance en passant par les empreintes ADN et les lois « antiterroristes ») ; violences policières quotidiennes ; dénonciation de toutes les interventions américaines ou européennes dans les pays du Sud (Syrie, Irak, Lybie, Mali, etc.) et du sionisme.

Si l'influence de ces « antifascistes radicaux » n'est en rien comparable à celle des partis de gauche soutenant les Fronts populaires en Espagne et en France en 1936, elle est tout de même en symbiose avec tous les courants du «gauchisme culturel», les théories des universitaires décoloniaux, postmodernes, féministes, identitaires de gauche, etc.

A ce titre, il est dommage que Vergnon n'ait pas analysé plus en détail ce courant.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 2 mars 2018

---

<sup>22</sup> Cf. l'historique de ce groupe et de la revue entre 1986 et 2002 (<http://reflexes.samizdat.net/historique-de-la-revue-1986-2002/>). Un site du même nom existe aussi et apparemment il a continué à être alimenté jusqu'en 2015.

<sup>23</sup> Ce manifeste recueille 100 000 signataires et est soutenu par de nombreux intellectuels et toutes les tendances de la gauche réformiste.

